

Pourquoi la baisse du nombre de fonctionnaires obsède la droite

Politiques publiques. L'acharnement des candidats de droite sur la fonction publique n'est peut-être qu'un moyen pour eux de tenter de s'exonérer de leurs échecs passés.

LE MONDE ECONOMIE | 27.10.2016 à 11h42 | Par Thibault Gajdos (Chercheur au CNRS)



« Ciblée par le candidat à la primaire de la droite Bruno Le Maire, Pôle emploi serait-elle moins efficace que des opérateurs privés ? L'évaluation d'une expérimentation de grande ampleur mise en œuvre par l'ANPE et l'Unedic permet d'en douter » (Photo : agence Pole Emploi de Montpellier, le 27 avril. DOMINIQUE LENOIR/FLICKR/CC BY 2.0

D'Emmanuel Macron à Nicolas Sarkozy, tous les candidats potentiels de droite à l'élection présidentielle semblent d'accord sur un point : il faudrait réduire le nombre de fonctionnaires. Cela signifie que certaines des missions du service public devraient être assurées par des entreprises privées.

Une telle mesure n'a d'intérêt pour les finances publiques que si le secteur privé est capable de rendre ces services aussi bien ou mieux que le secteur public, et à un coût moins élevé. Reste à déterminer quelles tâches seraient susceptibles d'être ainsi externalisées. Si les candidats n'hésitent pas à chiffrer le nombre de postes de fonctionnaires qu'ils souhaitent voir disparaître, ils sont beaucoup moins précis sur cette question.

Bruno Le Maire (<https://www.brunolemaire.fr/pdf/BLM-contrat-presidentiel.pdf#page=24>), dans un louable effort de rigueur, propose une cible précise : Pôle emploi. Nous pouvons donc sortir des généralités, et poser clairement la question : des opérateurs privés seront-ils plus efficaces que Pôle emploi ? L'évaluation par Luc Behaghel, Bruno Crépon et Marc Gurgand d'une expérimentation de grande ampleur mise en œuvre par l'ANPE et l'Unedic permet d'en douter (« Private and Public Provision of Counseling to Job-Seekers : Evidence from a Large Controlled Experiment », *American Economic Journal : Applied Economics*, 2014 (<https://www.aeaweb.org/articles?id=10.1257/app.6.4.142>)).

Lire aussi : Les sujets qui réunissent (presque) tous les candidats à la primaire à droite (/les-decodeurs/article/2016/10/13/les-sujets-qui-reunissent-presque-tous-les-candidats-a-la-primaire-a-droite_5013072_4355770.html)

Protocole expérimental

En 2007, un protocole expérimental a été mis en œuvre, orientant aléatoirement, et pour une durée de six mois, des demandeurs d'emploi à risque de chômage de longue durée vers trois dispositifs différents : l'accompagnement standard de l'ANPE, un accompagnement renforcé au sein du programme « Cap vers les entreprises » de l'ANPE, ou un accompagnement renforcé conduit par des entreprises privées (opérateurs privés de placement).

La rémunération des opérateurs privés était constituée d'un montant forfaitaire pour chaque demandeur d'emploi aidé, auquel s'ajoutait un bonus si ce dernier retrouvait un emploi.

Le résultat est édifiant : 23 % des demandeurs d'emploi bénéficiant du suivi standard de l'ANPE sont sortis vers l'emploi dans les six mois, contre 27,5 % de ceux pris en charge par les opérateurs privés, et 32 % de ceux bénéficiant du programme intensif de l'ANPE.

En outre, l'accompagnement d'un demandeur d'emploi revenait à environ 3 000 euros lorsqu'il était pris en charge par un opérateur privé, contre 660 euros dans le programme renforcé de l'ANPE. Ainsi, les opérateurs privés se sont avérés à la fois plus chers et moins efficaces que le service public.

Lire aussi : Primaire de la droite : Geoffroy Didier prend le parti des fonctionnaires (/election-presidentielle-2017/article/2016/06/21/primaire-de-la-droite-geoffroy-didier-prend-le-parti-des-fonctionnaires_4954775_4854003.html)

Se défausser sur l'administration

Il n'est pas sûr, à la lumière de ces données, que la privatisation de Pôle emploi soit une bonne idée pour les finances publiques et les services rendus à nos concitoyens. Pourquoi Bruno Le Maire et ses collègues, qui doivent sans aucun doute être bien documentés, font-ils malgré tout de la réduction des effectifs de la fonction publique l'axe principal de leur politique économique ?

Une étude récente de Poul Nielsen et Donald Moynihan (« [How Do Politicians Attribute Bureaucratic Responsibility for Performance ?](http://jpart.oxfordjournals.org/content/early/2016/10/17/jpart.muw060.abstract) », *Journal of Public Administration Research and Theory*, 2016) suggère une piste intéressante. Les chercheurs ont demandé aux responsables de 98 municipalités danoises (soit plus de 1 000 personnes) d'évaluer le degré de responsabilité des directeurs des écoles dans les résultats scolaires des établissements relevant de leur administration. Ils ont par ailleurs informé certains de ces responsables politiques, choisis de manière aléatoire, du niveau de performance des écoles en question.

Ainsi, ils ont pu constater que les responsables politiques tendaient à attribuer une plus grande responsabilité aux directeurs d'établissement lorsqu'ils disposaient d'une information négative sur le niveau des écoles de leur district.

En d'autres termes, les responsables politiques tendent à se défausser sur l'administration en cas de mauvaise nouvelle. Il n'est donc pas exclu que l'acharnement des candidats de droite sur la fonction publique ne soit qu'un moyen de tenter de s'exonérer de leurs échecs passés.

Thibault Gajdos (Chercheur au CNRS)